

MEMBRES D'APC EN 2009

ACTION AU NIVEAU LOCAL ET RÉSEAUTAGE AU NIVEAU MONDIAL

APC EST À LA FOIS un réseau et une organisation. Notre réseau est composé de 50 organisations de la société civile qui se servent de l'internet pour créer un monde meilleur ; 80% viennent des pays en développement.

Nos membres travaillent dans des conditions et sont confrontés à des difficultés qui sont parfois aux deux extrêmes de l'échelle de l'internet. Notre membre en Corée du Sud, un des pays les plus connectés sur la planète, mène des protestations nationales concernant la surveillance et la régulation de l'internet par l'État. Un membre du Kenya aide les tribus masaï à se connecter dans ce que l'on considère comme un des « dix lieux de technologie les plus isolés sur la terre ». Voici certaines de leurs réalisations les plus récentes¹.

AFRIQUE DU SUD - SANGONeT Débat sur les possibilités et les difficultés que présentent les TIC pour le développement en Afrique du Sud

En 2003, le réseau d'ONG sud-africain (SANGONeT) a créé Thetha, le forum de discussion sur les TIC de SANGONeT, qui vise à aider les organisations de la société civile de la région sud-africaine à réagir aux difficultés et possibilités en rapport avec leur travail quotidien avec les TIC. Thetha – un mot nguni qui veut dire débat – réunit un large éventail de parties prenantes nationales, régionales et internationales.

En 2009, SANGONeT a mis en œuvre la deuxième phase de Thetha, y compris un certain nombre de nouveaux éléments qui conduiront à des résultats concrets et informeront le processus régional des TIC pour le développement dans les dix prochaines années. Les cinq pays visés étaient le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

SANGONeT www.sangonet.org.za

1 Les membres d'APC comprennent également ARCC (Kenya), AZUR Développement (République du Congo), BFES (Bangladesh), CECS (Afrique du Sud), CEPES (Pérou), DEF (Inde), Econect (République tchèque), IGC (États-Unis), JCAFE (Japon), JCA-NET (Japon), LaborNet (États-Unis), May First/People Link (États-Unis), RITS (Brésil), Wamani (Argentine), FemmessHub (Philippines), WOUNET (Ouganda) et ZaMirNET (Croatie).

AFRIQUE DU SUD

Ungana-Afrika

Large bande communautaire pour les communautés mal desservies

Ungana-Afrika a collaboré avec l'Institut Meraka du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle sur une large bande pour tous, avec pour objet d'assurer la connectivité par large bande dans les régions mal desservies de l'Afrique du Sud au moyen d'un modèle communautaire plutôt que d'un modèle conduit par les entreprises de télécom.

Ungana-Afrika crée un autre type d'écosystème qui met l'accent sur les valeurs locales et dans la mesure du possible, le maintien des revenus dans la communauté. Le modèle exploite des technologies internes sans fil en réseau maillé pour relier les sites prioritaires du gouvernement à des utilisateurs de large bande passant comme les écoles, les municipalités et les bureaux du gouvernement, qui à leur tour offrent une liaison vers d'autres petits clients comme les entreprises, les ONG et les particuliers. Pour l'exploitation, l'entretien et l'expansion du réseau, le modèle dépend des entrepreneurs locaux qui doivent adapter leurs services pour répondre aux besoins locaux. En regroupant la demande latente de l'internet dans les régions mal desservies et en utilisant des technologies peu coûteuses, le modèle promet d'assurer une connectivité internet abordable dans les zones que les grands fournisseurs de services ne jugent pas suffisamment rentables.

Pour bénéficier des économies d'échelle, il faut établir de nombreux sites qui doivent faire l'objet d'une évaluation approfondie pour tester leur viabilité. Pour ce faire, Ungana-Afrika a créé une méthode d'évaluation de faisabilité des sites pour le projet.

Ungana-Afrika www.ungana-afrika.org

AFRIQUE DU SUD - Women'sNet

Donner la parole aux femmes pendant les élections nationales

Women'sNet a renforcé ses activités pour donner une plateforme aux femmes et aux filles marginalisées d'Afrique du Sud pendant l'année des élections nationales. Une campagne de vidéos a été lancée pour permettre aux femmes et aux filles d'enregistrer des messages qui ont été transmis aux partis politiques afin de susciter la discussion. La même année, on a également demandé aux travailleuses du sexe de créer des récits numériques. Des ateliers ont été organisés au Cap et à Johannesburg. Ces récits ont été créés en partenariat avec le Groupe de travail sur l'éducation et le plaidoyer pour les travailleuses du sexe (SWEAT) et seront utilisés comme outils de plaidoyer.



PENDANT LES SEIZE JOURS D'ACTIVISME EN 2009 CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES, WOMEN'SNET EST DESCENDU DANS LES RUES DE SOWETO. « NOUS AVONS PARLÉ AVEC LES GENS ET LES CHAUFFEURS DE TAXI, DISTRIBUÉ DES DÉPLIANTS ET PEINT UN MURAL AVEC LE LOGO DE RÉAPPROPRIE-TOI LA TECHNOLOGIE! », A INDIQUÉ WOMEN'SNET. PHOTO : WOMEN'SNET

Pour faire entendre la voix des filles et l'amplifier, Women'sNet a lancé un mobisite à l'intention des parents, des enseignants et des jeunes. Le mobisite sensibilise aux dangers du numérique tout en offrant un espace aux filles pour publier un contenu sur des blogues et des forums. Cette plateforme est accessible par des outils dont disposent les jeunes, à savoir les téléphones mobiles.

Women'sNet est également l'homologue sud-africain du projet d'ACP Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes qui a pour but de sensibiliser aux TIC et à la violence faite aux femmes.

Women'sNet www.womensnet.org.za

ARGENTINE - Nodo Tau

Formation des activistes des droits des femmes sur l'utilisation des réseaux sociaux



NODO TAU A ASSOCIÉ LE WEB 2.0 ET L'ÉDUCATION POPULAIRE POUR L'ATELIER DE BUENOS AIRES. PHOTO : APC

« Nous nous battons parce que les lois qui régissent la prostitution en Argentine, qui est source d'exploitation et de violence contre les travailleurs du sexe, sont inconstitutionnelles », a déclaré un représentant d'une organisation des droits humains de l'Argentine au sujet du lancement de son nouveau blogue. Il s'agit d'un des cinq blogues créés lors de l'atelier sur le réseautage social offert par Nodo Tau en marge du premier Feminist Tech Exchange (FTX) argentin organisé à Buenos Aires en novembre dans le cadre du projet Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes du MDG3 d'APC.

L'atelier a adopté une approche fondée sur l'éducation populaire et directement liée aux pratiques, aux besoins et aux contextes des participantes. Nodo Tau est basé à Rosario, la troisième plus grande ville de l'Argentine.

Nodo Tau www.tau.org.ar

ASIE DU SUD - Bytes for All

Combattre la censure et la surveillance de l'internet au Pakistan

En raison du rôle du pays en première ligne dans la guerre contre le terrorisme, les droits civils au Pakistan sont extrêmement fragiles. Le pays mène une guerre sanglante sur ses frontières au Nord – les attentats suicide à la bombe, les tirs et les meurtres de personnes innocentes sont fréquents. Alors que la guerre impose un lourd tribut à la population, la performance très discutable du gouvernement concernant diverses questions socio-économiques pose un autre problème. Dans les régimes précédents, le dictateur n'avait aucun respect pour les droits humains fondamentaux, or la situation n'a pas changé avec le nouveau régime démocratique sous prétexte de « sécurité nationale », ce qui entraîne un rapide recul des droits civils dans le pays.



Au Pakistan, l'internet fait l'objet d'une censure, d'un blocage, d'un filtrage et d'une surveillance sévères. Ces pratiques sont généralement justifiées par la religion, la lutte contre le terrorisme et la sauvegarde de la culture, mais en interdisant tout ce qui est contre l'État, le gouvernement empêche tout discours sur des questions pressantes de développement socioéconomique.

Il est évident que l'on a porté atteinte à la liberté de la population et aux libertés en ligne ou qu'on les a interdites pour des raisons politiques, même si ces mesures ont été prises apparemment pour lutter contre les « textes blasphématoires » en ligne.

Le Pakistan ICT Policy Monitors Network, une initiative conjointe entre APC et Bytes for All, collabore avec OpenNet Initiative pour continuer de s'opposer à cette situation afin de protéger les droits humains fondamentaux des Pakistanais.

Bytes for All <http://bytesforall.net/>

AUSTRALIE - apc.au Sarawak Gone? Une série de vidéos ouvertes



ANDREW GARTON D'APC.AU ET UN HABITANT DU VILLAGE DE PENAN AU SARAWAK. PHOTO : APC.AU

Au milieu de 2009, apc.au a lancé son projet le plus ambitieux jusqu'à présent. Sarawak Gone² est une série de micro-documentaires qui ont pour but de sensibiliser à l'érosion progressive de la vie et de la culture traditionnelle du Sarawak, l'un des deux États de la Malaisie sur l'île de Bornéo.

La licence de la série permet le téléchargement gratuit pour visionner, copier et réutiliser les documentaires sans frais. D'autre part, des chutes, du métrage non monté, des sons ambiants, des interviews au complet et des scripts sont présentés et continueront de l'être tout au long du projet.

2 sarawakgone.cc

Le projet fait suite à vingt ans de soutien aux travailleurs communautaires et aux activistes du Sarawak grâce au courriel, à des technologies de stockage et retransmission et à des systèmes de gestion des contenus personnalisés pour la couverture des informations indigènes. De plus, des visites sur place ont donné lieu à des documents sonores et visuels de petite et grande échelle qui ont été présentés au niveau international, de l'Australie à l'Autriche, pour sensibiliser à ces dernières communautés forestières de Bornéo et au développement sans entrave qui prive le monde de l'une des forêts tropicales et des habitats autochtones les plus anciens qui restent encore.

apc.au www.apc.org.au

BANGLADESH - VOICE Censure, surveillance et contrôle de l'information sur l'internet : Une étude du contexte au Bangladesh

VOICE a terminé une recherche sur « Censure, surveillance et contrôle de l'information sur l'internet : Une étude du contexte au Bangladesh ». Plusieurs autres membres d'APC ont participé au programme de recherche commencé en 2007 dans le cadre de l'OpenNet Initiative (ONI).

L'étude a révélé l'existence d'une régulation officielle permettant « l'interception légale » des courriels et des appels téléphoniques. Les organismes étatiques s'occupent surtout de censurer l'accès du public à l'information. Bien que le contrôle de l'internet soit un phénomène récent, les autorités chargées du renseignement, les forces policières et les régulateurs surveillent et censurent. Les médias, les compagnies de téléphonie mobile et les fournisseurs de services internet peuvent avoir à contrôler l'accès à l'information dans des cas particuliers que décident le gouvernement et ses organismes, ce qui comprend le profilage des noms d'utilisateurs et des mots de passe d'ouverture de session.

L'étude a été confrontée à de nombreuses difficultés car depuis le début de 2007, le gouvernement militaire a invoqué la Loi sur les pouvoirs d'urgence pour limiter les droits humains fondamentaux.

VOICE www.voicebd.org

BOSNIE-HERZÉGOVINE - owpsee

Contester la violence et les stéréotypes par les récits numériques



GRÂCE AUX RÉCITS NUMÉRIQUES PRODUITS AVEC LES BÉNÉVOLES ET LES PARTICIPANTS AU FESTIVAL GAI DE SARAJEVO, OWPSEE A LUTTÉ CONTRE LA VIOLENCE ET LA STIGMATISATION. IMAGE : QUEER SARAJEVO FESTIVAL

En 2009, owpsee a continué de soutenir tous ceux qui luttent pour l'égalité, la liberté et les droits humains. Donnant suite à leur méthodologie de Récits numériques pour la transformation de 2008, owpsee a organisé plusieurs ateliers en 2009.

« Nous sommes particulièrement fiers des sujets sur le festival gai de Sarajevo que nous avons produits avec des bénévoles et des participants du premier festival gai de Sarajevo, qui avaient été attaqués et brutalement battus par des fascistes, des hooligans et des islamistes radicaux locaux », indique Valentina Pellizzer d'owpsee.

Les récits ont été publiés et distribués à la population de Sarajevo, à qui on avait interdit de les visionner dans une salle d'exposition normale après l'annulation du festival gai de Sarajevo, à la suite des attaques.

Les deuxième et troisième sessions des récits numériques – « Filles » et « Femmes dynamiques » – ont été préparées avec des femmes et des filles de Srebrenica et de Bratunac. Ce sont des histoires de femmes obligées de grandir, de vivre, et de réussir dans des milieux patriarcaux et conservateurs et qui ont eu également à subir les horribles crimes de guerre des années 90. Les sujets sont publiés dans le Manuel de formation sur les Récits numériques pour la Transformation, V 2.0³.

owpsee www.oneworldsee.org

3 dst.oneworldsee.org

BULGARIE - BlueLink

Lutter contre les coupes illégales dans les forêts de Bulgarie

En 2009, BlueLink a développé un projet intitulé « Exposer et améliorer : le pouvoir des TI pour combattre l'abattage de bois illégal » afin de lutter contre l'exploitation forestière illégale intensive qui accélère l'extinction des forêts en Bulgarie. Le projet associe des outils numériques et un activisme vert dans un système en ligne qui permet de donner l'alerte au sujet de l'abattage illégal. La plateforme en ligne a mobilisé la population pour qu'elle donne l'alerte et pour qu'un suivi soit donné par les partenaires actifs de BlueLink avec les ONG spécialisées et l'Agence des forêts de l'État.

La plateforme en ligne, développée, hébergée et maintenue par BlueLink a commencé à recevoir des signaux le 17 juillet sur le site web « Sauvons la forêt »⁴. Les alertes sont reçues sous forme de textes ou de graphiques par courriel, interface web ou SMS, et chaque cas est affiché sur une carte géographique numérique en faisant appel au GPS.

En juillet et octobre, 105 bénévoles ont suivi une formation sur la présentation et la vérification des alertes sur la plateforme. « Nous estimons que la plateforme sur les coupes illégales de bois est une étude de cas importante de l'utilité des TI qui regroupe les actions de citoyens engagés, d'ONG spécialisées et des autorités responsables pour apporter un changement positif de comportement et améliorer notre environnement », a indiqué BlueLink.

BlueLink www.bluelink.net



CARTE D'ALERTE DE « SAUVONS LA FORÊT » IMAGE : BLUELINK

4 www.spasigorata.net

CAMBODGE - Open Institute Explorer l'utilisation des TIC pour mettre fin à la violence faite aux femmes



L'ÉQUIPE DES FEMMES DE L'OPEN INSTITUTE PENDANT LES FORUMS DES FEMMES. PHOTO : OPEN INSTITUTE

Les rapports indiquent qu'une femme sur trois dans le monde est victime d'une forme ou d'une autre de violence fondée sur le genre. Dans le cadre de la campagne mondiale « Dites NON à la violence faite aux femmes », l'Open Institute a organisé trois forums sur la « Réappropriation des TIC pour mettre fin à la violence faite aux femmes » à la fin de 2008. Ces forums ont permis de mettre à jour les principales difficultés associées à l'utilisation des TIC pour mettre fin à la violence faite aux femmes et de formuler des recommandations à appliquer au Cambodge dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les forums ont montré que la culture, la tradition, le manque d'instruction et la pauvreté sont les principales causes de la violence faite aux femmes dans le pays. La violence faite aux femmes est prévalente au Cambodge, mais est rarement signalée.

Un rapport sur les forums, qui est téléchargeable depuis 2009, résume les résultats et les recommandations⁵. Les forums font partie du projet d'APC Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes, dont l'Open Institute est le partenaire cambodgien.

Open Institute www.open.org.kh/en

CAMEROUN - PROTEGE QV La technologie dans les écoles primaires

L'État camerounais met actuellement en oeuvre une politique de TIC dans le système scolaire, mais celle-ci avance à un rythme très lent. Ayant calculé qu'au rythme actuel, les écoles primaires prendraient du retard en matière de TIC et compte tenu de son travail depuis 2005 en éducation et renforcement des capacités des élèves dans les écoles publiques locales, PROTEGE QV a décidé d'intégrer dans son plan d'action un programme d'appropriation des TIC dans les écoles primaires.

En 2009, PROTEGE QV a installé deux salles d'informatique. Sept stagiaires du partenaire canadien et membre d'APC Alternatives participeront au projet en dirigeant le club des TI dans l'école. Le projet vise à exposer les élèves et les enseignants aux TIC afin de renforcer l'apprentissage et de compléter les objectifs du programme gouvernemental.

PROTEGE QV www.protegeqv.org



ÉLÈVES AU LYCÉE DE YAOUNDÉ APPRENANT À SE SERVIR D'UN ORDINATEUR. PHOTO : PROTEGE QV

5 www.apc.org/fr/node/7703

CANADA - Alternatives

Des émissions de radio pour le plaidoyer citoyen pour les politiques de TIC

Les décisions gouvernementales sur les politiques de TIC peuvent sembler très techniques et complexes à la majorité des populations. Au Mali et au Niger, moins de 1% de la population a accès à l'internet – en fait seulement une personne sur cinq sait lire et écrire. Pour nos partenaires Alternative Espace Citoyen au Niger et le réseau de radio Kayira au Mali, il est important que la société civile participe au processus décisionnel concernant les politiques de TIC et que celui-ci réponde aux préoccupations du citoyen.

À la suite de la création du réseau de politiques de TIC GOREeTIC,⁶ et appuyées par des recherches,⁷ les trois organisations forment des animateurs radio et d'autres sur les principes de base des politiques de TIC, dont il sera question dans les émissions de radio tout au long de 2010.

En diffusant une série d'émissions de radio éducatives et en organisant des formations de suivi sur différents sujets en rapport avec les politiques de TIC au Niger et au Mali, le projet, intitulé RadioTIC, a pour but de sensibiliser la population aux questions de développement et d'accès aux TIC aux niveaux national et régional. RadioTIC s'appuiera sur l'expérience d'Alternatives dans l'organisation de coalitions multipartites afin d'élaborer des propositions pour les politiques de TIC nationales qui favorisent un accès universel, en particulier pour les femmes.

Alternatives www.alternatives.ca

6 www.goreetic.org

7 Les deux sont issus du projet CICEWA d'APC (voir la page 11 du Rapport annuel 2009)

CANADA - Web Networks

Des enfants indiens jouent à des jeux informatiques pour apprendre à lire et à écrire



APRÈS AVOIR ÉTÉ TESTÉ AVEC SUCCÈS EN AMÉRIQUE LATINE, LE JEU INFORMATIQUE D'ALPHABÉTISATION YODIGO EST LARGEMENT ACCEPTÉ PAR LES ENFANTS INDIENS. PHOTO : WEB NETWORKS

Yodigo est un jeu informatique multimédia sur internet ou sur un réseau local qui enseigne aux enfants et aux adultes à lire et à écrire en deux langues. Les élèves sont encouragés par des histoires morales de Yodigo tout au long des leçons et sont motivés par les récompenses qu'ils reçoivent lorsqu'ils tapent correctement une phrase ou un mot. De janvier à septembre, le directeur exécutif de Web Networks, Oliver Zielke, a réalisé des tests de Yodigo dans les zones rurales de l'Inde, près de Madurai, en association avec Susila Dharma Canada et une ONG locale, le Centre for Culture and Development, pour comprendre si Yodigo pouvait devenir une bonne ressource d'apprentissage.

« La réponse des enfants et des éducateurs a été enthousiaste et unanimement positive », a déclaré M. Zielke. « Pendant le projet, nous avons également testé Yodigo sur un réseau local de mini-ordinateurs portatifs hors ligne, un serveur sur un ordinateur portatif utilisant Linux, et un modem Wi-Fi. Le réseau local de mini-ordinateurs portatifs sans fil hors ligne s'est révélé portable et fonctionnel, accessible même à des enfants qui n'avaient jamais utilisé un ordinateur ».

Web Networks www.web.net

COLOMBIE - Colnodo Télécentres, large bande, gouvernement en ligne et plus encore



DES ENFANTS DE DOUZE À DIX-HUIT ANS PARTICIPENT À DES ATELIERS SUR LE GENRE AU TÉLÉCENTRE DE BOYACÁ, DANS L'EST DE LA COLOMBIE. PHOTO : COLNODO

En 2009, l'initiative de Colnodo, Strengthening Telecenters n'a cessé de se renforcer. Plus de 5 200 personnes ont suivi une formation sur l'utilisation des TIC. Cinq rencontres régionales sur les télécentres ont été organisées pour plus de 400 participants. Une formation virtuelle sur trois semestres a été offerte à l'académie nationale des télécentres et à la fin de l'année, quinze cours en ligne avaient été rédigés et plus de 540 personnes certifiées.

Colnodo a produit quatre progiciels multimédias pour l'administration des télécentres et la formation sur les TIC et les a distribués à partir d'un portail national de télécentres⁸. Colnodo a continué de cartographier les plus de 1 000 télécentres⁹ et produit un service d'inscription pour les utilisateurs en ligne¹⁰ utilisé par des centaines de télécentres en Colombie. Vingt-quatre télécentres ont également utilisé une adaptation de la Méthodologie d'évaluation du genre d'APC (GEM), que Colnodo a adaptée pour les télécentres en raison de sa grande expérience.

Le projet a été appuyé par le ministère colombien des Technologies de l'Information et de la Communication, des partenaires internationaux comme Telecentre.org Foundation et APC, et des organisations nationales œuvrant pour les TIC et le développement.

Colnodo www.colnodo.apc.org

8 www.telecentros.org.co

9 www.telecentros.org.co/mapeo

10 registro.telecentros.org.co

CORÉE DU SUD - Jinbonet Campagne contre les trois grands maux en ligne

Depuis 2008, date de l'assermentation du président conservateur actuel, l'État resserre le contrôle administratif sur les contenus internet. En 2009, Jinbonet a mené une campagne contre les « trois grands cyber-maux » : la loi sur les insultes en ligne, le système des « noms réels » de l'internet et l'inspection approfondie des paquets pour surveiller et contrôler les communications sur l'internet.

Le parti au pouvoir a présenté le projet de loi sur les insultes en ligne, qui pourrait éventuellement servir à supprimer les critiques du gouvernement ou des personnes influentes. Il a également présenté un projet de loi visant à élargir la portée des sites internet qui exigent le nom réel d'une personne, ce qui a obligé des portails importants à adopter un système de vérification d'identité en ligne pour ceux qui veulent afficher des articles sur ces sites. Une révision de la Loi sur la protection du secret des communications a également été proposée afin d'obliger légalement les compagnies de télécommunication et les fournisseurs de services internet à conserver les données des communications de trois mois à un an et les fournisseurs de services de téléphonie mobile à revoir leurs réseaux pour faciliter les écoutes téléphoniques. On a appris de plus que les organismes d'enquête, y compris les agences chargées de la sécurité nationale et des poursuites ainsi que la police avaient procédé à une inspection approfondie des paquets.

Jinbonet www.jinbo.net

COSTA RICA - Sulá Batsú

Histoire communautaire numérique : Retrouver les identités collectives

L'utilisation stratégique des TIC peut largement contribuer à la réappropriation du savoir local et au renforcement de l'identité collective.

En 2009, Sulá Batsú a enseigné à des enfants d'écoles rurales de la ville de Quebradas de Pérez Zeledón les techniques de recherche sociale (interviews, observation et création de cartes communautaires collectives) et l'utilisation d'appareils photo numériques afin d'enregistrer les gens, l'histoire et les coutumes de leurs communautés, selon leur propre perspective.

Les images et les histoires compilées par les enfants ont été transformées en trois jeux de société – un bingo, un jeu de mémoire et des charades – dont se servent les écoles locales pour renforcer l'identité collective par l'utilisation d'images et de références locales¹¹.



LES JEUX DE SOCIÉTÉ AVEC PHOTOS RECUEILLIS PAR PÉREZ ZELEDÓN POUR LES ENFANTS DES ÉCOLES ONT ÉTÉ TESTÉS PAR DES GARÇONS ET DES FILLES D'AUTRES ÉCOLES. PHOTO : SULÁ BATSÚ

Le projet visait les enfants de groupes exclus à qui ces processus offraient des outils et des espaces pour leur donner une voix, renforcer leur sentiment d'identité et mettre en lumière la situation de leur communauté.

Sulá Batsú www.sulabatsu.com

ÉGYPTE - ArabDev

Étude des retards dans la gestion des déchets de TI



PHOTO : TECHBIRMINGHAM EN FLICKR

Bien que l'Égypte ait lancé deux initiatives régionales sur les déchets dangereux en rapport avec les TI, le pays ne s'est toujours pas doté d'une politique nationale de recyclage et de gestion de ses déchets.

ArabDev étudie les retards dans la gestion des déchets de TI et a produit une courte étude sur un certain nombre de règlements que le gouvernement a adoptés et d'initiatives entreprises par les secteurs privé et public en Égypte pour encourager le recyclage des déchets de TI. L'organisation continuera de s'intéresser à ce domaine.

ArabDev www.arabdev.org

11 historiascomunitarias.wordpress.com

ESPAGNE - Pangea

Les jeunes, la surveillance et l'internet : Éviter les « dommages collatéraux »



LES DANGEREUSES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE DE LA « SÉCURITÉ D'ABORD » SUR LE NET SONT ILLUSTRÉES DANS UN FILM D'ANIMATION PRODUIT PAR PANGEA ET D'AUTRES ORGANISATIONS DE DROITS HUMAINS EUROPÉENNES. IMAGE : LIGUE EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, EDRI, IURIDICUM REMEDIUM (CZ), PANGEA

Daniel est un photographe qui vit en Europe. Il travaille pour un magazine et s'est récemment rendu au Pakistan et aux États-Unis pour illustrer un article sur l'architecture des mosquées. À son retour, il est arrêté car son profil internet (courriels, chats, blogues, réseaux sociaux) correspond à celui d'un cyber-terroriste. Heureusement, il est finalement relâché.

Il s'agit du scénario d'un film d'animation¹² qui montre les risques de la surveillance et de la conservation des données sur l'internet – les « dommages collatéraux » du principe de la sécurité d'abord qu'applique les États-Unis. Produit par Pangea et d'autres organisations européennes et disponible en catalan, en anglais, en français et en tchèque, il fait partie

d'une campagne sur les questions entourant la protection de la vie privée dans l'Union européenne. Cette campagne s'intéresse également à la régulation aux niveaux régional et national, en particulier pour les jeunes.

Pangea www.pangea.org

HONGRIE - Green Spider

Un blogfarm révolutionnaire pour les activistes et les ONG

Suivant une tendance des membres d'APC d'Europe de l'Est, de 2008 à 2010 Green Spider a progressivement restructuré ses activités pour se concentrer sur une coopération axée davantage sur les politiques et les contenus avec ses utilisateurs plutôt que d'offrir des services d'hébergement et d'accès, de manière à en arriver à une participation plus active et à mieux réagir au paysage des TIC maintenant que la connectivité internet est largement répandue dans le pays.

Green Spider a d'abord été un pionnier de la technologie en donnant aux activistes des outils de mission qui rivalisaient avec les solutions commerciales, mais a ensuite estimé que ses options d'hébergement ne se distinguaient plus assez des offres commerciales.

Il est donc retourné à des activités d'avant-garde et utilisé Drupal pour créer un blogfarm¹³ permettant de créer un mouvement réseauté efficace. « Face à la monoculture des outils de réseautage social commerciaux qui alimentent un individualisme narcissique, le service a été impulsé par les activistes de la base, les organisateurs communautaires et les organismes de bienfaisance du mouvement social et environnemental hongrois », indique Green Spider.

Green Spider veut maintenant connecter sa communauté numérique avec des événements réels et travailler en production et distribution de vidéos. « En plus, nous nous sommes beaucoup rapprochés du mouvement hongrois pour les logiciels libres ».

Green Spider www.zpok.hu

12 wiki.pangea.org/pdr:start

13 lmv.hu

KENYA - ALIN

Dans un des points d'accès internet les plus isolés du monde, les Maasaï se connectent



DANS LE CENTRE MAARIFA (SAVOIR), LES FEMMES SUIVENT UNE FORMATION. PHOTO : ALIN

Au cœur d'une région aride, à des kilomètres de toute électricité et de routes, les Maasaï rejoignent le monde en cliquant sur un bouton. Le centre Nguruman Maarifa (savoir) transforme la vie des communautés pastorales et apaise leur soif du savoir. Le centre, situé à 170 kilomètres au sud-ouest de la capitale du Kenya, est une initiative d'ALIN.

Le centre sert de guichet unique d'information : les membres du groupe marchent de longues distances pour accéder à l'internet et apprendre comment utiliser les progiciels et les outils du Web 2.0 avec l'aide de l'agent d'ALIN, Stephen Mwangi. L'introduction des outils de réseautage social pour l'échange d'information et la documentation est une des grandes réalisations d'ALIN pour améliorer l'accès libre à l'information. Le télécadre a également son propre blogue¹⁴.

Selon CNET du Royaume-Uni¹⁵, ce centre est un des « dix lieux de technologie les plus isolés sur la terre ». ALIN a huit autres centres au Kenya, un à Shinyanga, en Tanzanie et un autre à Lukwanga, en Ouganda.

ALIN www.alin.net

KENYA - KICTANet

Le deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet de l'Afrique de l'Est se penche sur la large bande

En septembre 2009, un cadre stratégique sur la large bande en Afrique de l'Est a été le sujet de discussion du deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet en Afrique de l'Est (FGI-AE), qui s'est tenu à Nairobi et où KICTANet a joué un rôle de premier plan avec l'appui d'APC. Plus de 200 participants et observateurs de quinze pays, y compris des représentants du FGI international, du secteur privé, de la société civile, des médias, des régulateurs, des réseaux de consommateurs et du milieu universitaire, se sont réunis pour aborder des questions de gouvernance locale de l'internet : la cybercriminalité, la régulation, les questions de consommation, les ressources critiques de l'internet et l'accès à la large bande. Avant la réunion, KICTANet a coordonné un projet de plaidoyer qui a contribué à orienter les discussions du FGI-AE en animant des discussions et des débats nationaux en ligne ainsi qu'un forum national sur la gouvernance de l'internet.

Les participants ont recommandé de formuler un cadre stratégique sur une large bande régionale pour un accès universel abordable et de prendre acte de la nécessité d'un suivi durable des questions au moyen de diverses activités : nouvelles discussions, plaidoyer et élaboration de cadres stratégiques aux niveaux national et régional. Les participants ont également convenu que les questions devaient être présentées au FGI international et ont proposé d'étudier les moyens de les inclure et de les intégrer au FGI.

KICTANet www.kictanet.or.ke

¹⁴ ngurumanmaarifa.blogspot.com

¹⁵ crave.cnet.co.uk/gadgets/0,39029552,49303909,00.htm

MACÉDOINE - Metamorphosis Foundation Nous avons tous un passé



UN ANCIEN TOXICOMANE QUI A PRODUIT UN RÉCIT NUMÉRIQUE SUR SON EXPÉRIENCE EN PLAIDANT CONTRE L'ÉTIQUETAGE DES GENS. VIDEO : LAKI

« Nous avons tous un passé » est le titre d'un atelier sur les récits numériques pour d'anciens toxicomanes organisé par la Metamorphosis Foundation en mars 2009. Par la créativité et la promotion des droits humains, les participants ont décidé de raconter leur histoire et de les faire connaître sous forme de vidéos numériques¹⁶.

Utilisant la méthodologie des récits numériques que Metamorphosis avait apprise lors d'un échange avec un membre d'APC organisé avec owpsee, chaque participant a raconté son histoire dans un climat de liberté et de détente. On leur a appris à se servir des outils audio et vidéo et ils ont utilisé les logiciels libres dans la mesure du possible.

Metamorphosis www.metamorphosis.org.mk

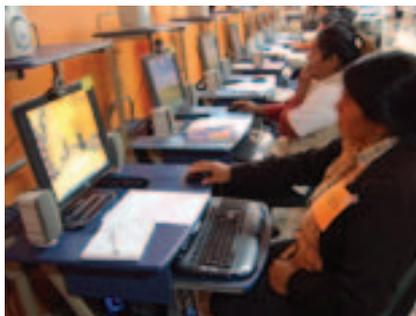
MEXIQUE - LaNeta Apprendre à utiliser la technologie pour combattre la violence faite aux femmes

Dans le cadre de l'initiative de LaNeta, Les femmes autonomisées par les TIC (connue sous l'acronyme espagnol MUJEMTIC), qui existe depuis 2007, des rencontres de femmes ont été organisées dans plusieurs États mexicains pour réfléchir à la violence faite aux femmes et au lien avec les technologies de l'information et de la communication.

La formation a porté sur les outils technologiques dont disposent les femmes pour combattre et dénoncer la violence. Des ateliers ont eu lieu sur le Web 2.0, notamment sur les blogues et les wikis, et sur l'édition et les programmes de production d'images et de vidéos. Une recherche a été menée sur les nouvelles ressources en ligne concernant ce problème au Mexique et ailleurs et sur l'utilisation sociale des TIC dans ce contexte.

Le réseau social « Tous contre la violence »¹⁷ a été lancé comme espace de réflexion, d'analyse, de prévention et de dénonciation. Ce réseau offre des services à ceux qui ont connu la violence et une plateforme d'action aux activistes.

LaNeta www.laneta.apc.org



CES AGRICULTEURS INDÉPENDANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE MAZAHUA ONT DEMANDÉ UNE FORMATION AVANT UN DON D'ORDINATEURS ATTENDU PAR LEUR COOPÉRATIVE. « ILS S'ENTHOUSIASMENT CHAQUE ANNÉE DAVANTAGE POUR LA FORMATION EN TIC », INDIQUE SANDRA ARRELOLA DE LANETA. PHOTO : LANETA

16 metamorphosis.org.mk/activities/digital-storytelling-atelier-we-all-have-a-past.html

17 todasvsviolencia.laneta.org

NIGERIA - Fantsuam Foundation

La connectivité est là, mais où est la demande?



LE PERSONNEL DE FANTSUAM AVEC DES BROCHURES QUI ONT ÉTÉ DONNÉES POUR LE NOUVEAU CENTRE.
PHOTO : FANTSUAM FOUNDATION

« L'événement TIC le plus important à Fantsuam en 2009 », dit le directeur John Dada, « est le fait que le régulateur nigérian, la Commission des communications nigériane, nous a demandé d'établir un centre de communication communautaire (CCC) en milieu rural. Apporter les compétences et l'accès aux TIC en milieu rural est considéré comme un élément fondamental du développement économique car cela permet aux villages d'exploiter l'information du web ainsi que la technologie de la communication qui renforcera l'intérêt de cette information ».

Selon John, puisque la radio est maintenant accessible par satellite, la connectivité dans le Kafanchan rural n'est plus une question d'infrastructure, « mais de demande pour ces services. Un CCC ne peut pas recouvrer ses coûts tant qu'un marché pour ces services n'est pas créé par une formation et le développement de produits ».

C'est ce dont a pris acte le projet de CCC financé par le Fonds pour l'offre d'un service universel de la Commission des communications nigériane. L'essentiel de ce projet n'est pas tant la création de centres que la nécessité de former les villageois à l'utilisation des services offerts, l'utilisation des ordinateurs (par des cours aboutissant à des certificats et des diplômes) et la navigation sur internet.

Fantsuam Foundation www.fantsuam.org

OUGANDA - CIPESA

Les projets de loi de l'Ouganda concernant le web contiennent désormais des mesures sur la protection de la vie privée grâce à CIPESA

En 2009, Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA) a coordonné le Forum national de l'Ouganda sur la gouvernance de l'internet afin de revoir la position du pays au sujet de la gouvernance de l'internet à la lumière des nouveaux développements aux niveaux régional et mondial.

Au cours du forum, les participants ont découvert que les projets de loi de l'Ouganda concernant le web ne prévoyaient pas de mesures pour protéger la vie privée et la sécurité sur l'internet. CIPESA a donc fait pression sur le comité parlementaire chargé des TIC pour qu'il revoise les projets de loi en question en présentant des révisions aux articles de ces projets de loi. Le comité a pris note des amendements proposés et ceux-ci seront pris en compte dans les nouveaux projets de loi lorsqu'ils seront adoptés.

D'autre part, CIPESA a conclu un partenariat avec le réseau CICEWA est-africain appuyé par APC pour organiser le deuxième Forum est-africain sur la gouvernance de l'internet (FGI-EA) à Nairobi, au Kenya, et a représenté la délégation ougandaise au quatrième FGI mondial à Sharm El Sheik, en Égypte. CIPESA a également participé à la recherche sur la libéralisation des télécoms en Ouganda dans le cadre du projet d'APC Communication pour l'influence en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest (CICEWA) et a pris part à la recherche sur les consommateurs de TIC. CIPESA continue de faire pression pour une politique et des pratiques de gouvernement en ligne inclusives.

CIPESA www.cipesa.org

PHILIPPINES - FMA

Promouvoir la liberté d'expression et les droits à la vie privée en Asie



AL ALEGRE DE LA FMA PRÉSENTE DES QUESTIONS INITIALES SUR LES LIENS ENTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET LES TIC DANS UN GROUPE DE RÉFLEXION. PHOTO : FMA

En 2009, la FMA a intensifié sa recherche et son plaidoyer pour les droits de l'internet des personnes et des communautés et fait la promotion d'un internet libre et ouvert.

La Fondation a participé à l'OpenNet Initiative (ONI)¹⁸ et produit le rapport « Filtrage et surveillance de l'internet et de la téléphonie mobile aux Philippines » ainsi qu'une étude exploratoire de la censure et de la surveillance de la téléphonie mobile dans cinq pays. La FMA a également été le coordonnateur régional de l'ONI Asie, un nouveau réseau présent dans un grand nombre de pays asiatiques.

La liberté d'expression et les droits à la vie privée ont donc été à l'avant-plan du travail de la FMA, surtout dans sa collaboration avec son homologue des Philippines Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes, qui s'intéresse à ces droits dans le contexte de la violence faite aux femmes.

La FMA continue d'intégrer ces préoccupations à son plaidoyer national pour une loi sur la vie privée, une loi sur la liberté de l'information et un audit des droits humains dans le projet de loi sur la cybercriminalité.

FMA www.fma.ph

18 www.opennet.net

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE - FUNREDES

Diversité linguistique : Recherche et action

En 2009, FUNREDES a poursuivi son objectif de transformation en groupe de réflexion, concernant en particulier la diversité linguistique sur l'internet.

De concert avec l'Union Latine, FUNREDES a créé des indicateurs de la diversité linguistique sur l'internet. « L'UNESCO a publié un rapport intitulé 'Douze ans de mesure de la diversité linguistique sur l'internet : balance et perspectives'¹⁹, que FUNREDES, en tant que membre du comité exécutif de MAAYA, le réseau mondial pour la diversité linguistique²⁰, considère comme une reconnaissance de sa participation à un thème qui devient finalement une priorité pour créer des sociétés de l'information inclusives », a déclaré Daniel Pimienta de FUNREDES. « Cela nous encourage à intensifier notre engagement envers la recherche-action dans ce domaine ».

Une conséquence directe est que FUNREDES, en collaboration avec le membre APC Colnodo, a entrepris d'adapter le service de traduction automatique intégré à ses listes de discussion populaires pour que les lecteurs puissent échanger et comprendre les messages affichés en anglais, en français, en espagnol ou en portugais afin de créer LISTO, un progiciel libre autonome.

FUNREDES a également contribué au Rapport sur le développement mondial des télécommunications/TIC de 2010 de l'UIT²⁰, qui donne suite aux cibles du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), concernant la cible 9 (contenu et langues).

FUNREDES www.funredes.org

19 portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=29594&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

20 www.maaya.org

21 www.itu.int/publ/D-IND-WTDR-2010/fr

ROUMANIE - StrawberryNet

L'ouverture du gouvernement en Roumanie



DES ACTIVISTES PLAIDENT POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE LORS DE LA CONFÉRENCE DE 2009 DE L'ONU À COPENHAGUE SUR UN SITE DÉVELOPPÉ PAR STRAWBERRYNET. PHOTO : GREENDEX

StrawberryNet a rédigé le rapport roumain²² pour l'Observatoire mondial de la société de l'information 2009, dont le thème était l'avancement de la démocratie grâce à l'accès à l'information en ligne. L'organisation a analysé comment le pays a réagi face à son incorporation à l'Union européenne et a présenté un aperçu de la politique de TIC nationale. Elle a souligné que l'accès à l'information en ligne suivait un modèle de diffusion vertical et que peu de projets de TIC locaux ont attiré l'attention et le soutien de la population. Le rapport a recommandé d'encourager les initiatives partant de la base par un financement, un transfert des compétences et le réseautage afin de permettre une participation citoyenne à la création des contenus locaux.

« Nous plaidons maintenant pour un gouvernement en ligne ouvert », a déclaré Rozi Bako de StrawberryNet. Le rapport a conclu que les technologies sont beaucoup plus avancées que la diffusion de l'information dans le pays et que pour créer une société transparente et participative, les projets gouvernementaux et le dynamisme du

milieu des affaires doivent être appuyés par une plus grande participation civique des guides d'opinion, des groupes d'action et des organisations de la société civile. A la suite du rapport, StrawberryNet a été invité à devenir un partenaire du Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet.

De plus, StrawberryNet a mené une recherche sur la politique de TIC et l'environnement – sa spécialité – et a porté ces questions à l'attention de participants à des événements comme eLiberatica, la plus importante conférence indépendante sur les logiciels libres en Roumanie.

CIPESA www.cipesa.org

ROYAUME-UNI - Computer Aid International

Des ordinateurs remis à neuf améliorent le commerce équitable en Équateur



LE COMMERCE ÉQUITABLE GARANTIT UN JUSTE PRIX POUR TOUS. PHOTO : COMPUTER AID

Computer Aid a fourni plus de 500 ordinateurs pour aider l'APPBG, une association équatorienne de producteurs de bananes qui fait du commerce équitable. Les membres de l'association produisent et exportent des bananes, y compris des bananes biologiques, selon des normes environnementales et sociales très rigoureuses. APPBG offre à ses

22 www.giswatch.org/gisw2009/country/Romania.html

membres une position plus favorable qui leur permet de se lancer sur les marchés internationaux.

Basée à El Guabo, l'APPBG est une des plus importantes associations de commerce équitable de l'Équateur. Avec plus de 450 petits et moyens producteurs de bananes, elle exporte 50 000 caisses de bananes par semaine. Les producteurs qui vendent par l'intermédiaire de l'APPBG sont assurés d'obtenir un prix stable qui couvre le coût de production lorsque les prix baissent.

Outre des prix garantis pour leurs produits, les membres profitent également des projets sociaux de l'association. Les ordinateurs donnés par Computer Aid servent à renforcer les activités syndicales dans un pays où l'exercice des droits des travailleurs est limité. Les ordinateurs servent également à améliorer l'exploitation quotidienne au sein de cette entreprise en croissance rapide.

Près de la frontière sud de l'Équateur, l'APPBG a établi un réseau de dix-sept écoles primaires pour les familles de ses producteurs. Les enfants indigènes dans ces écoles utilisent les ordinateurs donnés par Computer Aid et apprennent ainsi à acquérir des compétences en TIC.

Computer Aid www.computeraid.org

ROYAUME-UNI - GreenNet

Les ONG influencent l'histoire de l'internet



DES ACTIVISTES COMME MITRA ARDRON ONT FAIT EN SORTE QUE L'INTERNET SOIT RADICALEMENT DIFFÉRENT DE CELUI QUE LE GOUVERNEMENT OU LES ENTREPRISES AURAIENT CRÉÉ.
PHOTO : MITRA ARDRON (1987)

Le 40^e anniversaire de l'origine de l'internet a offert à GreenNet une occasion imprévue de se replacer dans son histoire. En tant que premier fournisseur de services internet sans but lucratif du Royaume-Uni fondé en 1987, il a été invité à assister à une conférence et à un débat sur le travail du professeur Peter Willetts (City University, Londres) sur le sujet suivant « Qui a été le véritable créateur de l'internet ? »²³

P. Willetts soutient que le travail d'avant-garde des ONG au milieu des années 80 a largement contribué à faire de l'internet une plateforme publique et ouverte pour les communications au niveau mondial. Les cofondateurs d'APC Mark Graham et Scott Weikart de Peacenet aux États-Unis et Mitra Ardron de GreenNet ont créé un réseau ouvert bien avant que la première page web ne soit écrite. Jusqu'alors, il n'y avait rien d'autre qu'un ensemble disparate de réseaux gouvernementaux et commerciaux. Grâce à cette intervention des ONG, l'internet est radicalement différent de ce que les gouvernements ou les multinationales en auraient fait.

« Occupés que nous sommes à offrir des services en ligne fiables et à créer des sites web innovateurs pour des organismes sans but lucratif et de bienfaisance, ce débat nous a rappelé avec force l'héritage précieux qui nous a été confié », a déclaré Liz Probert de GreenNet.

GreenNet www.gn.apc.org

23 www.city.ac.uk/whatson/2009/10_oct/291009_Peter_Willetts.html

URUGUAY - ITeM

Le Web 2.0 face à la crise économique mondiale

En juin 2009, Social Watch²³, un projet d'ITeM, s'est joint à une vaste coalition d'organisations locales pour organiser La voix du peuple sur la crise, un forum public donnant à la société civile l'occasion de parler des effets de la crise financière et économique mondiale et des possibilités de la surmonter. Ce forum s'est déroulé à New York quelques jours avant que les Nations Unies ne débattent sur la question d'un sommet spécial. Des activistes des mouvements sociaux et environnementaux de pays aussi divers que le Bénin, le Népal et l'Uruguay y sont intervenus.

Social Watch est un réseau international présent dans plus de 70 pays dans le monde et sur l'internet. Les outils du Web 2.0 sont essentiels pour rejoindre chaque nœud du réseau de façon rapide, efficace et à très faible coût. Pour diffuser La voix du peuple sur la crise, ITeM s'est servi notamment du blogue de Social Watch²⁴, où les informations les plus intéressantes ont été publiées, un compte Flickr²⁵, où des photos du forum ont été affichées, et une chaîne sur YouTube²⁶, où plusieurs présentations ont été diffusées. Il a ainsi été possible de rejoindre très rapidement tout le réseau ainsi que le grand public avec des photos, des vidéos et des textes.

ITeM www.item.org.uy

23 www.socialwatch.org

24 blog.socialwatch.org

25 www.flickr.com/photos/socialwatch

26 www.youtube.com/user/SocWatch

VENEZUELA - EsLaRed

TIC et minorités linguistiques : Formateurs sourds d'étudiants sourds



LA FORMATION POUR LES SOURDS A ÉTÉ OFFERTE AVEC L'AIDE D'INTERPRÈTES. LA PROCHAINE ÉTAPE CONSISTERA À AVOIR DES INSTRUCTEURS SOURDS.
PHOTO : ESLARED

EsLaRed a organisé un cours de l'académie Cisco sur les fondamentaux des TI pour un groupe d'étudiants, dont six sourds. Les contenus ont été présentés en espagnol et dans la langue des signes vénézuélienne avec l'aide d'interprètes pour que les étudiants sourds puissent participer malgré le degré de leur surdité ou leur utilisation d'un implant cochléaire ou d'autres appareils coûteux que ne peuvent pas se payer les plus pauvres.

À la suite de cette expérience où quatre personnes sourdes – trois hommes et une femme – ont reçu un certificat de Cisco, d'autres formations ont été offertes : un cours sur l'utilisation du logiciel texte-voix avec des applications pour le téléphone mobile et une formation spéciale pour le groupe des étudiants sourds certifiée par Cisco qui leur permettra d'enseigner le cours de TI aux participants sourds. Le cours initial de base sur les TI a été financé par l'Internet Society (ISOC).

EsLaRed www.eslared.org.ve